

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

JEFFERIES GMBH

Siège social : Francfort-sur-le-Main (Allemagne)

Succursale : 7, rue Léo Delibes, 75116 Paris

844 463 828 RCS Paris

Numéro d'immatriculation au registre du commerce HRB 108812

Comptes annuels au titre de l'exercice du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024**I. – Bilan au 30 novembre 2024**

(En euros.)

Actif		30/11/2024	30/11/2023
3. Créances sur les établissements de crédit a) à vue	302 862 260,83		218 219 751,02
4. Créances sur la clientèle Dont : Sur les établissements d'investissement 107 781 609,36 euros (exercice précédent : 108 945 879,04 euros)		302 862 260,83 153 607 659,41	218 219 751,02 115 785 423,92
6a. Portefeuille de négociation		2 485 270 088,92	2 632 355 084,81
11. Immobilisations incorporelles a) droits de propriété industrielle générés en interne et droits et valeurs similaires	116 824,15		166 891,65
b) concessions, droits de propriété industrielle et droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux, ainsi que les licences relatives à ces droits et valeurs	0		16 931,36
12. Immobilisations corporelles		116 824,15	183 823,01
14. Autres éléments de l'actif		6 640 871,42	6 023 150,24
15. Comptes de régularisation		5 405 299,64	4 280 160,65
16. Impôts différés actifs		19 734 194,92	28 891 585,44
Total de l'actif		151 831,89	0
		2 973 789 031,19	3 005 738 979,09

Passif		30/11/2024	30/11/2023
1. Dettes envers les établissements de crédit a) à vue	17 590 296,53		13 173 661,48
2. Dettes envers la clientèle b) autres dettes ba) à vue Dont : Sur les établissements d'investissement 267 252 528,61 euros (exercice précédent : 167 517 760,11 euros)	282 396 344,08	17 590 296,53	13 173 661,48
3. Dettes représentées par un titre a) Titres de créance émis		282 396 344,08	180 462 523,73
3a. Portefeuille de négociation		300 000 000,00	0
5. Autres dettes		2 082 863 730,74	2 586 001 874,16
6a. Impôts différés passifs		8 596 272,32	4 780 146,51
7. Provisions b) Provisions fiscales c) Autres provisions	1 799 197,60 60 091 290,60	45 718,00	0
11. Fonds pour risques bancaires généraux		61 890 488,20	2 300 076,93
12. Capitaux propres a) Capital souscrit b) Réserve de capital d) Bénéfice au bilan	50 000 220,00 69 445 618,87 97 318 257,76	3 642 084,69	28 359 220,75
Total du passif		216 764 096,63	30 659 297,68
		2 973 789 031,19	3 005 738 979,09

II. – Compte de résultat pour la période du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024

(En euros.)			2023/2024		Exercice précédent
Charges					
1. Charges d'intérêt			5 517 745,83		5 906 132,15
2. Charges de commissions			1 106 219 917,44		238 602 443,76
3. Charges du portefeuille de négociation			163 113 782,70		207 339 887,50
4. Charges administratives générales					
a) Frais de personnel		136 323 633,33			86 242 871,90
aa) Salaires et traitements	134 909 762,60			85 452 513,39	
ab) Charges sociales et cotisations de retraite et d'assistance					
Dont : pour pensions de retraite 1 400 579,10 euros (exercice précédent : 777 582,58 euros)	1 413 870,73			790 358,51	
b) Autres charges administratives		30 902 611,60			21 468 217,06
5. Dotations aux amortissements et corrections de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles			167 226 244,93		107 711 088,96
6. Autres charges d'exploitation			1 710 347,00		1 091 143,04
12 Impôts sur les bénéfices			6 706 136,35		3 117 602,44
15 Excédent annuel			12 708 281,23		9 160 974,51
Total des charges			28 417 255,47		20 854 943,98
Produits			1 491 619 710,94		593 784 216,34
1. Produits d'intérêt issus de					
b) Titres à revenu fixe et titres de créance			9 317 482,17		6 805 251,05
4. Produits de commissions			1 303 876 024,03		370 878 149,19
5. Produit du portefeuille de négociation			178 395 106,58		215 850 808,65
8. Autres produits d'exploitation			31 098,16		250 007,45
Total des produits			1 491 619 710,94		593 784 216,34

(En euros.)	2023/2024	2021/2022
1. Excédent annuel	28 417 255,47	20 854 943,98
2. Report à nouveau de l'exercice précédent	68 901 002,29	48 046 058,31
8. Bénéfice au bilan	97 318 257,76	68 901 002,29

Jefferies GmbH

Francfort sur le Main, le 27 février 2025

La direction

Gregor Klaedtke Dr. Daniel Oldeweme Johannes Kirchmeir Hartmut van Münster Dr. Sven Baumann

III. – Annexe pour l'exercice du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024**1. – Remarques générales**

Les présents comptes annuels de Jefferies GmbH pour l'exercice 2024 ont été établis conformément aux dispositions des articles 242 et suivants, 264 et suivants et 340 et suivants du HGB (« Code de commerce ») en tenant compte des dispositions pertinentes de la RechKredV (« Ordonnance sur la comptabilité des établissements de crédit, des établissements de services financiers et des établissements d'investissement »), de la GmbHG (« Loi sur les sociétés à responsabilité limitée ») et des Statuts.

Depuis le 14 janvier 2019, la société dispose de l'autorisation d'exploiter des opérations bancaires et de fournir des services financiers conformément à l'art. 32 al. 1 de la KWG (« Loi bancaire »). L'activité a débuté le 11 mars 2019. Entrée en vigueur le 26 juin 2021, la Loi sur les établissements d'investissement prévoit l'autorisation de fournir des services et prestations connexes d'investissement conformément à l'art. 15 de la Loi allemande sur la surveillance des établissements d'investissement (la « Loi sur la surveillance des établissements d'investissement »).

La structure du bilan et du compte de résultat est conforme au formulaire 1 et au formulaire 2 de la loi RechKredV.

Tous les montants sont exprimés en euros conformément à l'art. 244 du HGB.

2. – Informations du registre

La société, ayant son siège social à Francfort-sur-le-Main, est immatriculée sous la dénomination sociale Jefferies GmbH au Registre du commerce du tribunal d'instance de Francfort-sur-le-Main sous le numéro HRB 108812.

3. – Principes comptables et d'évaluation

Les comptes annuels reflètent l'ensemble des actifs, dettes, provisions et comptes de régularisation. Lors de l'évaluation des actifs et des passifs figurant dans les comptes annuels, les principes généraux d'évaluation énoncés aux articles 252 et suivants du HGB ainsi que les règles d'évaluation énoncées aux articles 340 et suivants du HGB applicables aux établissements d'investissement ont été respectés.

Les créances sur les établissements de crédit, les créances sur la clientèle ainsi que les autres actifs sont comptabilisées, respectivement, à leur montant nominal. Le compte de régularisation actif est également comptabilisé à la valeur nominale et comprend les paiements effectués qui représentaient des charges pour la période postérieure à la date de clôture du bilan.

Comme pour l'exercice précédent, l'affectation de certains instruments financiers au portefeuille de négociation est régie par les lignes directrices et processus internes de Jefferies GmbH. L'affectation tient compte de l'intention commerciale qui présidait à la conclusion de l'opération sous-jacente. Le portefeuille de négociation comprend essentiellement les créances et les dettes résultant d'emprunts détenus dans l'encours de JEG et figurant au poste « 6a. Portefeuille de négociation » de l'actif ou au poste « 3a. Portefeuille de négociation » du passif du bilan.

En règle générale, tous les instruments financiers acquis dans le cadre de l'activité de Broker- Dealer (courtier-négociant) sont inclus dans le portefeuille de négociation de la Société. Ces activités recouvrent :

- les activités de service à la clientèle et de tenue de marché pour lesquelles la société détient des positions dans l'intention de négocier afin de fournir des liquidités ;
- les opérations pour compte propre dans le cadre desquelles les positions sont détenues afin de profiter des fluctuations à court terme ou dans l'attente d'un profit d'arbitrage ;
- les engagements de souscription de titres dans le cadre desquels la société peut détenir des titres résiduels dans l'intention de trouver des acheteurs dans le cadre du processus de souscription ; et
- la gestion et le financement du bilan et du portefeuille de négociation de la société ainsi que la gestion des ressources de liquidités de la société par le biais d'opérations de financement sur titres (repos et emprunts / crédits).

Les instruments financiers du portefeuille de négociation sont comptabilisés à la date de règlement (« Settlement Date Accounting »). L'évaluation des instruments financiers du portefeuille de négociation s'effectue à la juste valeur conformément à l'art. 340e, al. 3 du HGB, déduction faite d'une remise de risque. La juste valeur est déterminée par la société sur la base du prix qu'il serait possible d'obtenir lors de la vente d'un actif ou du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre acteurs du marché à la date d'évaluation. La société utilise les valeurs de marché et boursières actuelles des systèmes électroniques de marché et d'information boursière. La remise de risque est calculée sur la base de la méthode VaR (durée de détention de dix jours, 99 % de confiance, période d'observation historique d'un an). La VaR est comptabilisée en charge dans le résultat net du portefeuille de négociation et est prise en compte au bilan pour le plus grand des portefeuilles concernés.

Les dotations à effectuer conformément à l'art. 340e, al. 4 HGB au poste spécial « Fonds pour risques bancaires généraux » selon l'art. 340g HGB ont été comptabilisées à hauteur de 10 % du produit net de négociation dans les charges du portefeuille de négociation.

Les instruments dérivés hors négociation (en particulier les swaps de change « FX Swaps ») sont traités comme des opérations en cours conformément aux principes applicables en la matière. Les plus-values latentes sur les opérations en cours ne sont pas enregistrées conformément à la norme IDW RS BFA 5, par. 15, tandis que les moins-values latentes sont enregistrées en charges d'intérêts en constituant une provision pour pertes anticipées conformément à l'IDW RS BFA 5, par. 15 et à l'IDW RS BFA 4, par. 22.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût de production, déduction faite des amortissements programmés dans la mesure où ceux-ci sont déductibles. L'amortissement est calculé de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée. Les coûts de production ne comprennent pas les intérêts sur les capitaux étrangers. Les charges liées à l'administration générale ainsi que les dépenses relatives aux institutions sociales de l'entreprise, aux prestations sociales volontaires et aux pensions professionnelles ne sont pas non plus comprises.

Les immobilisations incorporelles acquises à titre onéreux sont comptabilisées au coût d'acquisition, déduction faite des amortissements programmés dans la mesure où ceux-ci sont déductibles. L'amortissement est calculé de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée.

Les immobilisations corporelles détenues en vue de l'utilisation sont évaluées et comptabilisées au coût d'acquisition, déduction faite des amortissements programmés. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimée. Les biens économiques de faible valeur sont intégralement amortis au cours de l'exercice d'acquisition. S'il existe des indications qu'un actif pourrait être déprécié de manière durable, les amortissements exceptionnels correspondants sont effectués.

Les dettes envers les établissements de crédit, les clients ainsi que les autres dettes sont comptabilisées au montant du règlement.

Les provisions fiscales et autres provisions tiennent compte de tous les risques identifiables et des dettes incertaines. Elles sont évaluées au montant de règlement nécessaire selon une évaluation commerciale raisonnable. Les engagements d'une durée prévue supérieure à un an sont actualisés au taux d'intérêt moyen du marché des sept dernières années publié par la Deutsche Bundesbank selon l'art. 253, par. 2, p. 4 du HGB.

Les capitaux propres sont évalués à leur valeur nominale.

La conversion de devises s'effectue en tenant compte de l'art. 256a du HGB, pris conjointement avec l'art. 340h du HGB.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères ont été convertis au cours de change moyen au comptant à la date de clôture. Jefferies GmbH applique le principe de la couverture particulière prévu à l'art. 340h du HGB.

Les impôts différés sont calculés sur les écarts entre les évaluations comptables commerciales et fiscales. Les actifs d'impôts différés calculés sont compensés par les passifs d'impôts différés. S'il en résulte un excédent d'actifs d'impôts différés, Jefferies GmbH exerce son droit d'inscription à l'actif conformément à l'art. 274, par. 1, phrases 2 et 3 du HGB. S'il en résulte un excédent de passifs d'impôts différés, celui-ci est inscrit au bilan.

4. – Explications sur le bilan

4.1. – Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit d'un montant de 302 862 KEUR (exercice précédent : 218 219 KEUR), se composent des éléments suivants et sont payables à vue :

(En milliers d'euros.)	30/11/2024	30/11/2023
Avoirs auprès de banques nationales et internationales	177 797	152 770
Créances provenant principalement d'opérations financières non compensées	116 436	30 638
Convention de rachat « repo »	684	25 478
Autre	7 945	9 333

4.2. – Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle s'élèvent à 153 608 KEUR (exercice précédent : 115 785 KEUR). Payables à vue, elles concernent essentiellement des créances issues d'opérations financières non compensées pour un montant de 138 958 KEUR (exercice précédent : 105 247 KEUR) ainsi que des opérations de prêts de titres pour un montant de 14 649 KEUR (exercice précédent : 10 539 KEUR).

Ces créances comprennent des créances sur des entreprises liées à hauteur de 52 109 KEUR (exercice précédent : 45 345 KEUR), dont 49 457 KEUR (exercice précédent : 39 885 KEUR) de créances à l'encontre de l'associée Jefferies International Limited.

4.3. – Portefeuille de négociation actif

Le portefeuille de négociation actif d'un montant de 2 485 270 KEUR (exercice précédent : 2 632 355 KEUR) se compose des éléments suivants :

(En milliers d'euros.)	30/11/2024	30/11/2023
Créances	1 386 382	1 352 537
Obligations et autres titres à revenus fixes	1 089 284	1 271 203
Autres éléments de l'actif	10 572	10 767
Remise de risque (VaR)	-969	-2 152

4.4. – Opérations de mise en pension réelles

Au 30 novembre 2024, la valeur comptable des actifs donnés en pension s'élevait à 1 395 190 KEUR (exercice précédent : 1 376 628 KEUR).

4.5. – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles ont été acquises principalement dans le cadre de la reprise de succursales. Les immobilisations corporelles sont utilisées au sein de JEG et de ses succursales.

Tableau brut des immobilisations au 30 novembre 2024

(En euros.)	Coûts d'acquisition/ de fabrication 01/12/2023	Acquisitions	Cessions	Transferts*	Coûts d'acquisition/ de fabrication 30/11/2024	Cumul des amortissements s 01/12/2023
I. Immobilisations incorporelles						
1 droits de propriété industrielle générés en interne et droits et valeurs similaires	250 337,50	0,00	0,00	0,00	250 337,50	83 445,85
2 concessions, droits de propriété industrielle et droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux, ainsi que les licences relatives à ces droits et valeurs	128 688,11	0,00	0,00	0,00	128 688,11	111 756,75
Immobilisations incorporelles	379 025,61	0,00	0,00	0,00	379 025,61	195 202,60
II. Immobilisations corporelles						
4 autres installations, équipements d'exploitation et commerciaux	6 758 718,00	3 285 019,32	366 970,82	-191 546,13	9 485 220,37	1 818 922,74
5 Acomptes versés	1 083 354,98	2 073 892,20	0,00	-2 769 351,90	387 895,28	0,00
Immobilisations corporelles	7 842 072,98	5 358 911,52	366 970,82	-2 960 898,03	9 873 115,65	1 818 922,74
Total	8 221 098,59	5 358 911,52	366 970,82	-2 960 898,03	10 252 141,26	2 014 125,34

* y compris variation de valeur liée à la conversion de devises

(En euros.)	Amortissements du 01/12/2023 jusqu'au 30/11/2024	Variations des amortissements liés aux cessions 30/11/2024	Amortissements cumulés 30/11/2024	Valeur comptable 30/11/2024	Valeur comptable 30/11/2023
I. Immobilisations incorporelles					
1 droits de propriété industrielle générés en interne et droits et valeurs similaires	50 067,50	0,00	133 513,35	116 824,15	166 891,65
2 concessions, droits de propriété industrielle et droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux, ainsi que les licences relatives à ces droits et valeurs	16 931,36	0,00	128 688,11	0,00	16 931,36
Immobilisations incorporelles	66 998,86	0,00	262 201,46	116 824,15	183 823,01
II. Immobilisations corporelles					
4 autres installations, équipements d'exploitation et commerciaux	1 643 348,14	230 026,65	3 232 244,23	6 252 976,14	4 939 795,26
5 Acomptes versés	0,00	0,00	0,00	387 895,28	1 083 354,98
Immobilisations corporelles	1 643 348,14	230 026,65	3 232 244,23	6 640 871,42	6 023 150,24
Total	1 710 347,00	230 026,65	3 494 445,69	6 757 695,57	6 206 973,25

* y compris variation de valeur liée à la conversion de devises

4.6. – Autres éléments de l'actif

Les autres actifs d'un montant de 5 405 KEUR (exercice précédent : 4 280 KEUR) se composent des éléments ci-après : les créances résultant des opérations d'Investment Banking pour 141 KEUR (exercice précédent : 239 KEUR), les créances résultant de services de recherche pour 1 590 KEUR (exercice précédent : 1.716 KEUR), les créances de TVA pour 73 KEUR (exercice précédent : 805 KEUR), les autres créances fiscales pour 1 943 EUR (exercice précédent : 0 KEUR), les cautions pour 1 012 KEUR (exercice précédent : 1 092 KEUR) et les autres actifs pour 646 KEUR (exercice précédent : 427 KEUR).

4.7. – Comptes de régularisation actifs

Les comptes de régularisation actifs d'un montant de 19 734 KEUR (exercice précédent : 28 892 KEUR) comprennent essentiellement les éléments suivants : les versements de primes sous réserve de récupération en cas de départ anticipé des collaborateurs pour 18 015 KEUR (exercice précédent : 19 248 KEUR), les avances sur salaires pour 27 KEUR (exercice précédent : KEUR 79), les avances sur frais de voyage pour 504 KEUR (exercice précédent : 458 KEUR), les avances fiscales pour 0 KEUR (exercice précédent : 8 949 KEUR), les avances sur livraisons et prestations pour 953 KEUR (exercice précédent : 70 KEUR) ainsi que les avances sur loyer de 236 KEUR (exercice précédent : 88 KEUR).

4.8. – Impôts différés actifs

Au cours de l'exercice, il a été fait usage du droit d'option d'activation conformément à l'article 274, paragraphe 1, p hrases 2 et 3 du HGB et des impôts différés actifs ont été inscrits au bilan pour un montant de 152 KEUR.

4.9. – Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit d'un montant de 17 590 KEUR (exercice précédent : 13 174 KEUR) sont payables à vue et comprennent essentiellement les éléments suivants :

(En milliers d'euros.)	30/11/2024	30/11/2023
Opérations sur titres non encore réglées	15 876	13 174
Prêts de titres et intérêts associés	1 714	0

4.10. – Dettes envers la clientèle

Les dettes envers la clientèle s'élèvent à 282 396 KEUR (exercice précédent : 180 463 KEUR), se composent des éléments suivants et sont payables à vue :

(En milliers d'euros.)	30/11/2024	30/11/2023
Opérations sur titres non encore réglées	90 524	77 740
Prêt de titres	30 458	20 470
Dettes de compensation provenant principalement du Transfer Pricing	26 044	12 616
Facilité de trésorerie inter-sociétés	135 370	69 637

Au total, 228 242 KEUR (exercice précédent : 105 047 KEUR) concernent les dettes envers des entreprises affiliées, dont les dettes envers l'associée Jefferies International Limited, à hauteur de 175 211 KEUR (exercice précédent : 60 521 KEUR).

4.11. – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre d'un montant de 300 000 KEUR (exercice précédent 0 KEUR) sont des titres de créance émis. Les titres de créances sont évalués à leur valeur nominale.

4.12. – Portefeuille de négociation passif

Le portefeuille de négociation passif d'un montant de 2 082 864 KEUR (exercice précédent : 2 586 002 KEUR) se compose des éléments suivants :

(En milliers d'euros.)	30/11/2024	30/11/2023
Dettes	911 855	2 586 002
Obligations et autres titres à revenus fixes	1 168 420	0
Autres éléments de l'actif	2 589	0

4.13. – Autres dettes

Les autres dettes pour un montant total de 8 596 KEUR (exercice précédent : 4 780 KEUR) comprennent essentiellement les éléments suivants :

	30/11/2024	30/11/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 277	2 638
Taxes sur les opérations financières au Royaume-Uni, en Irlande, en Italie, en Espagne, à Hong Kong et en France	1 906	1 183
TVA	829	1
Dettes envers le personnel	1 365	958
Dettes envers les assurances sociales	220	0

4.14. – Impôts différés passifs

Les impôts différés passifs pour un montant de 46 KEUR (exercice précédent 0 KEUR) sont des impôts différés pour lesquels il y a eu un excédent d'impôts différés passifs.

4.15. – Provisions fiscales

Les provisions fiscales s'élèvent à 1 799 KEUR (exercice précédent : 2 300 KEUR).

4.16. – Autres provisions

Les autres provisions ont été constituées selon une appréciation commerciale raisonnable et s'élèvent à 60 091 KEUR (exercice précédent : 28 359 KEUR). Pour les provisions à un an ou moins, la société a renoncé à l'actualisation. Les autres provisions comprennent essentiellement les éléments suivants :

(En milliers d'euros.)	30/11/2024	30/11/2023
Services juridiques et de conseil	64	216
Coûts salariaux (notamment les primes)	55 370	24 389
Audit et établissement des comptes annuels	887	746
Provisions pour congés non pris	1 205	808
Provisions pour données du marché	151	89
Cotisations	82	856
Régimes de retraite	539	461
Autre	1 793	794

4.17. – Actifs et passifs de change

	Euros	Devises
Actifs	2 962 798 KEUR	10 991 KEUR
Passifs	2 934 519 KEUR	39 270 KEUR

4.18. – Capitaux propres

Le bénéfice au 30 novembre 2024 comprend l'excédent annuel et le report à nouveau de l'exercice précédent.

Le capital social à la date de clôture du bilan s'élève à 50 000 KEUR (exercice précédent : 50 000 KEUR) et est entièrement libéré.

À la date de clôture, Jefferies International Limited, Londres, une société immatriculée au Royaume-Uni, est l'associée unique de Jefferies GmbH.

5. – Explications relatives au compte de résultat**5.1. – Produits d'intérêt**

Les produits d'intérêt pour un montant de 9 317 KEUR (exercice précédent : 6 805 KEUR) comprennent essentiellement les produits d'intérêt issus des opérations d'autofinancement.

5.2. – Produits de commissions

Les produits de commission pour un montant de 1 303 876 KEUR (exercice précédent : 370 878 KEUR) comprennent essentiellement les produits issus des frais de service, calculés et comptabilisés prorata temporis dans le cadre d'un accord de prix de transfert intra-groupe (« Transfer Pricing ») avec d'autres sociétés du groupe Jefferies pour un montant de 83 927 KEUR (exercice précédent : 74 547 KEUR), les produits provenant des opérations d'Investissement Banking d'un montant de 200 839 KEUR (exercice précédent : 95 237 KEUR) et les produits issus des opérations de bourse d'un montant de 1 019 110 KEUR (exercice précédent : 201 094 KEUR).

5.3. – Produit du portefeuille de négociation

Le produit du portefeuille de négociation pour un montant de 178 395 KEUR (exercice précédent : 215 851 KEUR) est comptabilisé à sa valeur brute.

5.4. – Charges d'intérêt

Les charges d'intérêts d'un montant de 5 518 KEUR (exercice précédent : 5 906 KEUR) comprennent essentiellement des intérêts d'autofinancement.

5.5. – Charges de commissions

Les charges de commissions pour un montant de 1 106 220 KEUR (exercice précédent : 238 602 KEUR) comprennent essentiellement les charges comptabilisées dans le cadre de l'accord de prix de transfert (« Transfer Pricing ») conclu avec d'autres sociétés du groupe Jefferies pour un montant de 126 637 KEUR (exercice précédent : 66.746 KEUR), les charges pour les prestations de services dans le cadre des Service Level Agreements conclus avec JIL pour 2 436 KEUR (exercice précédent : 2 518 KEUR) ainsi que les charges liées aux opérations de bourse pour 977 147 KEUR (exercice précédent : 169 338 KEUR).

5.6. – Charges du portefeuille de négociation

Les charges du portefeuille de négociation, qui s'élèvent à 163 114 KEUR (exercice précédent : 207 340 KEUR) sont comptabilisées à leur valeur brute. Ce montant comprend -1 183 KEUR (exercice précédent : 855 KEUR) pour la VaR et 1 327 KEUR pour les charges d'affectation au fonds pour risques bancaires généraux (exercice précédent : 516 KEUR).

5.7. – Charges administratives générales

5.7.1. – Salaires et traitements

Le poste Salaires et traitements d'un montant de 136 324 KEUR (exercice précédent : 86 243 KEUR) comprend les salaires, les primes/ajustements des primes, l'allocation automobile, les indemnités de licenciement et les charges de sécurité sociale.

5.7.2. – Autres charges administratives

Les autres charges administratives s'élèvent à 30 903 KEUR (exercice précédent 21 468 KEUR) et comprennent essentiellement les éléments suivants :

(En milliers d'euros.)	30/11/2024	30/11/2023
Frais accessoires de personnel	579	449
Internet et coûts de communication	1 089	921
Coûts des données de marché	3 386	2 756
Coûts informatiques	1 125	544
Coûts locatifs et coûts d'exploitation	592	758
Charges locatives	3 635	3 329
Frais de déplacement et Business Development	9 708	4 333
Frais d'audit et de conseil	6 574	4 507
Frais bancaires	126	95
Autre	4 089	3 776

5.8. – Dotations aux amortissements et corrections de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles

Parmi les amortissements et corrections de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de 1 710 KEUR (exercice précédent : 1.091 KEUR), 67 KEUR (exercice précédent : 72 KEUR) sont imputables aux amortissements sur immobilisations incorporelles et 1 643 KEUR (exercice précédent : 1.018 KEUR) sont imputables aux amortissements des immobilisations corporelles.

5.9. – Autres produits et charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation d'un montant de 6 706 KEUR (exercice précédent : 3 118 KEUR) comprennent essentiellement la TVA déductible non récupérable à hauteur de 5 593 KEUR (exercice précédent : 2 528 KEUR).

En outre, le résultat de la conversion de devises y est inclus à hauteur de 703 KEUR (exercice précédent 515 KEUR).

Les autres produits d'exploitation d'un montant de 31 KEUR (exercice précédent : 250 KEUR) résultent essentiellement de gains de change.

Les autres produits d'exploitation et autres charges d'exploitation ne comprennent pas de produits ou charges exceptionnels ou non périodiques.

5.10. – Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 12 708 KEUR (exercice précédent : 9 161 KEUR).

5.11. – Excédent annuel

L'excédent annuel s'élève à 28 417 KEUR (exercice précédent : 20 855 KEUR).

6. – Affectation du résultat

La direction propose de reporter à nouveau le bénéfice comptable de 97 318 KEUR.

7. – Autres informations**7.1. – Rapports de responsabilité**

À la date de clôture du bilan, il n'existait aucun rapport de responsabilité à mentionner.

7.2. – Autres obligations financières

Au 30 novembre 2024, les autres obligations financières s'élèvent à 39 056 KEUR (exercice précédent : 22 807 KEUR). Il s'agit essentiellement d'obligations découlant de contrats de location et d'externalisation existants. Ce montant comprend des obligations envers les entreprises affiliées d'un montant de 1 065 KEUR (exercice précédent : 1 471 KEUR).

7.3. – Opérations avec des entreprises et personnes liées

Il n'existe pas d'opérations avec des entreprises et personnes liées conclus à des conditions de marché inhabituelles.

7.4. – Direction générale

Durant l'exercice, la direction générale est composée des personnes suivantes :

- Gregor Klaedtke, Neuss, économiste diplômé, membre de la direction pour la division des finances (depuis le 11 janvier 2021)*, porte-parole (depuis le 1^{er} septembre 2021)
- Dr. Daniel Oldeweme, Francfort sur-le-Main, commercial diplômé, membre de la direction pour la division Fixed Income Sales and Trading (depuis le 13 décembre 2018)*
- Evie Vanezi, Londres, Royaume-Uni, Master in Science in Mathematical Finance, membre de la direction pour la division Gestion des risques (du 13 décembre 2018 au 22 janvier 2024)*
- Ulrich Böckmann, Francfort-sur-le-Main, banquier/commercial diplômé, membre de la direction pour la division Investment Banking (du 13 septembre 2021 au 19 février 2025)*
- Johannes Kirchmeir, Francfort-sur-le-Main, Magistère/commercial diplômé, membre de la direction pour la division Equities Sales and Trading (depuis le 12 avril 2023)*
- Hartmut van Münster, Francfort-sur-le-Main, commercial diplômé, membre de la direction pour la division Gestion des risques (depuis le 22 janvier 2024)*
- Dr. Sven Baumann, Kronberg/Ts., Master of Science Chemie, membre de la direction pour la division Investment Banking, (depuis le 1^{er} juillet 2024)*

* Date de l'inscription dans l'extrait Kbis du Tribunal d'instance de Francfort-sur-le-Main (n° 108 812 HRB).

7.4.1. – Rémunération totale de la direction

Le total des rémunérations de la direction au cours de l'exercice a atteint 4 763 KEUR. Aucune autre rémunération n'a été versée par Jefferies GmbH.

7.4.2. – Avances

Aucune avance ni aucun crédit n'ont été consentis au profit des membres de la direction.

7.4.3. – Affiliation à d'autres organes de contrôle

Aucun membre de la direction n'est affilié à d'autres organes de contrôle.

7.5. – Effectifs

Le nombre moyen de salariés s'élevait à 225,6 (exercice précédent : 191,3). Le nombre de salariés à la clôture de l'exercice s'élevait à 250 (exercice précédent : 213). Ils étaient employés dans les divisions suivantes :

	État 30/11/2024	Exercice précédent
Investment Banking	123	103
Fixed Income	31	29
Equities	25	23
Research	25	21
Asset Management	2	2
Corporate	44	35
Total	250	213

7.6. – Rapports de groupe

Jefferies Financial Group Inc est la société mère ultime et la partie contrôlante qui régit le plus grand groupe de sociétés pour lesquelles des comptes consolidés sont établis. Les comptes consolidés sont disponibles au siège social de Jefferies Financial Group Inc., 520 Madison Avenue, New York, New York 10022, États-Unis et à l'adresse <https://ir.jefferies.com/financials/annual-reports>.

La société mère qui dirige le plus petit groupe d'entreprises est Jefferies International Limited. La société n'établit pas de comptes consolidés. Les comptes annuels de Jefferies International Limited sont disponibles au siège social de Jefferies International Limited, 100 Bishopsgate, Londres, EC2N 4JL, Royaume-Uni, et à l'adresse <https://ir.jefferies.com/shareholder-resources/regulatory-information>.

7.7. – Frais d'audit et de conseil

Le total facturé par le commissaire aux comptes au titre de ses honoraires s'élève à 833 KEUR pour l'exercice. En font partie les prestations d'audit à hauteur de 664 KEUR et les autres prestations de certification à hauteur de 169 KEUR.

7.8. – Impôts différés

Au cours de l'exercice, il a été fait usage du droit d'option d'activation conformément à l'article 274, paragraphe 1, phrases 2 et 3 du HGB et des impôts différés actifs ont été inscrits au bilan pour un montant de 152 KEUR.

8. – Rapport modificatif

Le 19 février 2025, Monsieur Ulrich Böckmann a été révoqué de la direction.

En janvier 2025, l'associée JIL a effectué un versement supplémentaire de 23 750 KEUR aux capitaux propres comme prévu par l'article 272, par. 2, n° 4 du HGB.

Jefferies GmbH

Francfort sur le Main, le 27 février 2025

La direction

Gregor Klaedtke Dr. Daniel Oldeweme Johannes Kirchmeir Hartmut van Münster Dr. Sven Baumann

IV. – Annexe Reporting par pays**1. – Reporting par pays conformément à l'article 42 de la WPLG**

Les établissements d'investissement agréés en Allemagne qui ont des succursales ou des filiales qui sont des établissements financiers dans d'autres États parties ou dans des pays tiers au sens de l'art. 4, par. 1, point 26, du Règlement (UE) n° 575/2013 doivent fournir annuellement les informations ci-après, ventilées par État membre de l'Union européenne et par pays tiers :

1. la société, la nature des activités et le siège de toutes les filiales et succursales,
2. le chiffre d'affaires,
3. le nombre de salariés en équivalents temps plein,
4. le bénéfice ou la perte avant impôt,
5. les impôts sur le bénéfice ou la perte et
6. les subventions publiques perçues.

Jefferies GmbH n'avait aucune filiale au cours de la période considérée.

Le montant du chiffre d'affaires correspond à la somme des postes suivants du compte de résultat :

- Produits d'intérêt
- Produits de commissions
- Produit du portefeuille de négociation
- Autres produits d'exploitation

Le nombre de collaborateurs (temps plein et temps partiel) est exprimé sur une base moyenne.

Aucune subvention publique n'a été perçue.

2. – Reporting par pays pour la période du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024

Dénomination sociale (En milliers d'euros.)	Activité	Pays	Siège social	Chiffre d'affaires	Effectif	Résultat avant impôt	Impôts	Subvention s publiques
Jefferies GmbH	Établissement d'investissement	Allemagne	Francfort-sur- le- Main	1 449 424	80,3	16 172	8 174	0
Jefferies GmbH, succursale d'Amsterdam	Établissement d'investissement	Pays-Bas	Amsterdam	16 188	16,7	160	58	0
Jefferies GmbH, succursale de Cascais	Établissement d'investissement	Portugal	Cascais	11 847	3,0	407	112	0
Jefferies GmbH, succursale de Copenhague (1)	Établissement d'investissement	Danemark	Copenhague	2	0,0	-0		0
Jefferies GmbH, succursale de Madrid	Établissement d'investissement	Espagne	Madrid	23 681	24,8	4 842	1 784	0
Jefferies GmbH, succursale de Milan	Établissement d'investissement	Italie	Milan	36 394	34,8	3 821	2 230	0
Jefferies GmbH, succursale de Paris	Établissement d'investissement	France	Paris	39 221	40,2	2 155	134	0
Jefferies GmbH, succursale de Stockholm	Établissement d'investissement	Suède	Stockholm	14 467	20,4	678	151	0
Jefferies GmbH, succursale de Varsovie	Établissement d'investissement	Pologne	Varsovie	1 141	5,0	76	7	0
Jefferies GmbH, succursale de Larnaka (2)	Établissement d'investissement	Chypre	Larnaka	4 089	0,5	80	11	0
Éliminations de groupe				-104 834		27		0
Totaux				1 491 620	225,6	28 417	12 708	0

(1) L'activité a été arrêtée au 31 juillet 2023.

(2) Le démarrage de l'activité a eu lieu en avril 2024.

V. – Rapport du Commissaire aux Comptes indépendant

À l'attention de Jefferies GmbH, Francfort-sur-le-Main

Opinions d'audit

Nous avons audité les comptes annuels de Jefferies GmbH, Francfort-sur-le-Main, qui comprennent le bilan au 30 novembre 2024 et le compte de résultat pour l'exercice du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024 ainsi que les annexes, y compris la présentation des conventions comptables et principes d'évaluation. Nous avons également audité le rapport de gestion de Jefferies GmbH, Francfort-sur-le-Main, pour l'exercice du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024.

D'après notre évaluation et sur la base des enseignements tirés de l'audit,

- les comptes annuels ci-joints sont conformes à la législation commerciale allemande dans tous ses aspects essentiels et donnent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière de la société au 30 novembre 2024 ainsi que de ses résultats pour l'exercice du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024, dans le respect des principes allemands de bonne tenue de la comptabilité, et
- le rapport de gestion ci-joint fournit une image fidèle de la situation de la société. Dans tous ses aspects essentiels, le présent rapport de gestion est conforme aux comptes annuels, répond aux dispositions légales allemandes et reflète avec précision les opportunités et les risques liés à l'évolution future.

Conformément à l'article 322 al. 3, phrase 1 du HGB, nous déclarons que notre audit n'a donné lieu à aucune réserve concernant la régularité des comptes annuels et du rapport de gestion.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit des comptes annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 317 du HGB, en tenant compte des principes allemands de contrôle légal des comptes établis par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW). Nos responsabilités en vertu de ces règles et principes sont décrites ci-après à la rubrique « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion » de notre rapport d'audit. Conformément à la législation commerciale et aux règles professionnelles allemandes, nous sommes indépendants de l'entreprise auditée et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles en Allemagne conformément à ces exigences. Nous sommes d'avis que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Responsabilité des représentants légaux concernant comptes annuels et le rapport de gestion

Les représentants légaux sont responsables de l'établissement de comptes annuels qui correspondent, dans tous leurs aspects essentiels, aux dispositions du droit commercial allemand et de veiller à ce que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, dans le respect des principes allemands de bonne tenue de la comptabilité. En outre, les représentants légaux sont responsables des contrôles internes qu'ils jugent nécessaires, conformément aux principes allemands de comptabilité, pour permettre l'établissement de comptes annuels exempts de représentations erronées significatives, que celles-ci résultent d'actes frauduleux (c'est-à-dire de manipulations des comptes et préjudices patrimoniaux) ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, les représentants légaux sont responsables de l'évaluation de la capacité de la société à poursuivre son activité. Ils ont également la responsabilité de signaler, s'il y a lieu, les faits liés à la poursuite de l'exploitation de l'entreprise. En outre, ils sont tenus d'établir leurs comptes en appliquant le principe comptable de la continuité de l'exploitation de l'entreprise, sauf si des circonstances réelles ou juridiques s'y opposent.

En outre, les représentants légaux sont responsables de l'établissement d'un rapport de gestion qui, dans son ensemble, donne une image fidèle de la situation de la société, est conforme aux comptes annuels dans tous ses aspects essentiels, respecte les dispositions légales allemandes et reflète avec précision les opportunités et les risques liés aux évolutions futures. En outre, les représentants légaux sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils jugent nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion conforme aux dispositions légales applicables en Allemagne et de la fourniture de preuves suffisantes et adaptées pour étayer les déclarations contenues dans le rapport de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels dans leur ensemble sont exempts de représentations erronées significatives dues à des actes frauduleux ou à des erreurs, et que le rapport de gestion donne une image fidèle de la situation de la société dans son ensemble et qu'il est conforme, dans tous ses aspects significatifs, aux comptes annuels ainsi qu'aux connaissances acquises dans le cadre de l'audit, qu'il respecte les dispositions légales allemandes et qu'il présente correctement les opportunités et les risques liés aux évolutions futures, ainsi que de produire un rapport d'audit comprenant nos opinions d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Une assurance suffisante est un niveau élevé d'assurance, mais non une garantie qu'un audit effectué conformément à l'article 317 du HGB et dans le respect des principes allemands du contrôle légal des comptes établis par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW), soit toujours à même de détecter une représentation erronée significative. Les représentations erronées peuvent résulter d'actes délictueux ou d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles pèsent, individuellement ou globalement, sur les décisions économiques prises sur la base de ces comptes annuels et de ce rapport de gestion par leurs destinataires.

Pendant l'audit, nous exerçons notre pouvoir discrétionnaire et conservons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques de représentations erronées significatives dans les comptes annuels et le rapport de gestion en raison d'actes frauduleux ou d'erreurs, planifions et mettons en œuvre des procédures d'audit tenant compte de ces risques et recueillons des éléments probants suffisants et adéquats pour fonder nos opinions d'audit. Le risque qu'une représentation erronée significative résultant d'actes délictueux ne soit pas détectée est plus élevé que le risque qu'une représentation erronée significative résultant d'erreurs ne soit pas détectée, car les actes délictueux peuvent inclure la collusion, la falsification, les inexactitudes intentionnelles, les représentations erronées ou l'abrogation des contrôles internes.
- nous obtenons des informations sur les contrôles internes pertinents pour l'audit des comptes annuels ainsi que les dispositions et mesures pertinentes mises en œuvre pour l'audit du rapport de gestion afin de programmer des procédures d'audit appropriées aux circonstances, sans pour autant exprimer d'opinion d'audit sur l'efficacité des contrôles internes de la société ou de ces dispositions et mesures.

- nous évaluons le caractère approprié des conventions comptables appliquées par les représentants légaux ainsi que le caractère raisonnable des valeurs estimées et des informations y afférentes présentées par les représentants légaux.
- nous tirons des conclusions sur le caractère approprié du principe comptable de la continuité de l'exploitation appliqué par les représentants légaux et, sur la base des éléments probants obtenus, sur l'existence d'incertitudes significatives concernant des événements ou des circonstances susceptibles de soulever des doutes importants quant à la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans le rapport d'audit, sur les informations correspondantes dans les comptes annuels et dans le rapport de gestion ou, si ces données sont inappropriées, de modifier notre opinion d'audit en conséquence. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances futurs pourraient empêcher la société de poursuivre son exploitation.
- nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur ensemble, y compris des informations fournies, et déterminons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, dans le respect des principes allemands de comptabilité.
- nous planifions et mettons en œuvre l'audit des comptes annuels afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations comptables de l'entreprise ou de ses domaines d'activité comme base pour établir les opinions d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion. Nous sommes responsables de l'orientation, de la supervision et de l'examen des opérations réalisées aux fins de l'audit des comptes annuels. Nous sommes seuls responsables de nos opinions d'audit.
- nous évaluons la conformité du rapport de gestion avec les comptes annuels, son interprétation de la législation et l'image qu'il véhicule de la situation de la société.
- nous appliquons des procédures d'audit aux informations prospectives présentées par les représentants légaux dans le rapport de gestion. Sur la base d'éléments probants suffisants et appropriés, nous vérifions en particulier les hypothèses significatives sur lesquelles se fondent les déclarations prospectives des représentants légaux et évaluons la manière dont ces déclarations prospectives sont dérivées de ces hypothèses. Nous ne donnons pas notre propre avis sur les informations prospectives et les hypothèses sous-jacentes. Il existe un risque inévitable que les événements futurs s'écartent sensiblement des informations prospectives.

Nous discutons avec les responsables de la surveillance, entre autres, de la portée et du calendrier prévus de l'audit et des conclusions importantes de l'audit, et notamment de toute lacune importante des contrôles internes que nous identifions au cours de notre audit.

Francfort-sur-le-Main, le 24 avril 2025

Deloitte GmbH

Société d'expertise comptable

Christian Schweitzer
Commissaire aux comptes

Victor von Kenne
Commissaire aux comptes